

Au sortir du *Mois de l'ESS*, mauvaises nouvelles : les crédits de paiement consacrés à l'ESS dans le budget national ont légèrement augmenté mais sont essentiellement fléchés vers la financiarisation via les entreprises « à mission » ou « à impacts sociaux » (Danone et Korian par exemple...). Les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) et les moyens alloués aux PTCE, pôles territoriaux de coopération économique, stagnent.

Demeure et s'accélère le glissement des subventions vers les appels d'offres qui défavorisent les associations et les coopératives et les poussent à s'aligner sur les critères et les valeurs du privé.

Affligeante nouvelle, la mise en liquidation judiciaire de la Coop des masques, une scic créée en Bretagne il y a 18 mois. Ni l'État, ni les Agences régionales de santé n'ont levé le petit doigt pour encourager les hôpitaux, les pharmacies et les EHPAD à se fournir en France, qui plus est auprès d'une coopérative. Les masques chinois, un peu moins chers sont restés privilégiés. Mais le « moins cher » exclut dans son calcul l'impact négatif d'une fermeture d'entreprise sur le territoire : licenciements, affaiblissement de l'économie locale... sans compter le coût carbone du transport.

La commission nationale ESS du Parti communiste a, depuis quelques mois, pris plusieurs initiatives : rédaction d'une pétition pour aller vers une loi « droit de préemption des salariés pour reprendre leur entreprise en Scop », création avec **des acteurs de l'ESS** d'un collectif national « droit de préemption », forte activité à l'université d'été avec un atelier-jeu qui a connu un beau succès, et tenue traditionnelle de notre stand à la Fête de l'Huma dans le village ESS, vente du *Manifeste pour une conception communiste de l'ESS*.

Notre site [ess-pcf.fr](http://ess-pcf.fr) donne des nouvelles au jour le jour sur les initiatives les plus innovantes de « communisme déjà là ».



contact

[contact@ess.pcf.fr](mailto:contact@ess.pcf.fr)

ou Sylvie Mayer

[mayersy@gmail.com](mailto:mayersy@gmail.com) 06 81 74 10 13

nous suivre : <https://ess-pcf.fr/>

**L'ESS  
DANS  
LES TERRITOIRES**

## ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

## une économie vivante dans les territoires

Chaque année depuis 2005, l'Économie sociale et solidaire est célébrée durant tout le mois de novembre. Pendant 30 jours, près de 900 manifestations se sont déroulées partout en France. Chaque année nous encourageons les communistes à y participer activement.

## à l'Assemblée nationale



## un rapport pour rien ?

« L'Économie sociale et solidaire est une économie territoriale – la très large majorité des emplois ne sont pas délocalisables – innovante d'un point de vue écologique et social, et citoyenne, car utile au plus grand nombre » c'est ainsi que la rapporteure pour avis **Sophia Chikirou**, députée LFI/NUPES de Paris a introduit son rapport pour avis sur le budget de l'État pour l'ESS.

Elle a insisté sur le financement territorial de l'ESS : « Je tiens à alerter sur le fait que les deux financeurs publics que sont la Banque des territoires et BPI France ne sont pas en mesure de répondre aux attentes et aux besoins du secteur de l'ESS. BPI France avait, dans ses missions, le financement

de l'ESS ; ce n'est plus le cas depuis 2014. ... Je propose donc d'inscrire le soutien aux coopératives et aux associations de l'ESS parmi les missions légales de BPI France et les objectifs de la Banque des territoires »...

Les amendements de la rapporteure créant des sous-actions consacrées à l'innovation sociale et au financement de l'accompagnement à la transformation, la reprise et la création de coopératives, ... et un rapport sur les crédits mobilisés par l'État et les collectivités territoriales pour le développement et le soutien à l'ESS... ne seront pas adoptés (extrait du Blog de Michel Abhervé Alternatives économiques).

## « Entreprises de territoire et nouvelle régulation démocratique »

voir *Économie et Politique* 30/03/2022

Un projet de proposition de loi d'expérimentation élaboré par un groupe piloté par Hervé Defalvard universitaire, Denis Durand responsable de la commission économique du PCF et Sylvie Mayer responsable de la commission nationale ESS du PCF (jusqu'ici non présenté au Parlement).

« Ce projet propose que les territoires deviennent un nouvel espace de la valorisation économique, sociale et environnementale des entreprises en se plaçant dans le cas précis et concret des entreprises abandonnées ou menacées. Les enjeux du nouveau statut d'entreprises de territoire qu'il institue... se situent au niveau des savoirs, des savoir-faire et des compétences... Un autre

enjeu concerne leur financement avec une territorialisation des décisions par ses acteurs aussi bien privés que publics en responsabilisant les banques... L'objectif est la prise en compte de l'utilité sociale et environnementale des activités développées sur les territoires. Le projet de loi d'expérimentation porte un enjeu de démocratie lié à la participation des parties prenantes du territoire... ». (extrait du préambule du projet de proposition de loi)

## Article 9 : de nouvelles régulations pour l'entreprise



« Pour l'entreprise abandonnée, un nouveau conseil d'entreprise sera créé, quel que soit le nombre de salariés, avec un droit d'usage sur les actifs relevant du territoire (terrain, bâtiment, machines, marques...). Ce droit d'usage transforme ces actifs en commun du territoire... Une commission pour la responsabilité territoriale validera ou non, dans un délai de trois ans, les nouvelles orientations de l'entreprise de territoire. L'entreprise est alors soit reprise par un repreneur (avec maintien des prérogatives de l'instance de représentation des salariés), soit transformée en Scop ou Scic. » (extrait du projet de proposition de loi, voir sur notre site).

## rôle des collectivités locales pour promouvoir et développer l'ESS

Depuis la loi Hamon relative à l'ESS de 2014, les collectivités locales sont fortement incitées à adopter un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables. Les décideurs locaux disposent de différents outils pour développer la responsabilité sociétale dans leur commande publique. Trois actions clés possibles : le développement d'échanges préalables en amont de l'acte d'achat, l'achat direct de prestations et la facilitation de l'accès des entreprises de l'ESS à la commande publique.

## L'ESS dans les territoires : du communisme déjà là ?

### 8Fablab Drome un exemple de SCIC au service des territoires

Avec 500 m<sup>2</sup> d'ateliers, d'espaces de coworking, salles de formations et un parc machines exceptionnel, la Scic 8 Fablab Drôme est un laboratoire de fabrication numérique, plateforme dédiée à l'innovation et à l'impression 3D.

Il met son expertise technique à la disposition des entreprises. En tant qu'organisme de formation, il accompagne le développement des compétences des acteurs dans à la fabrication numérique.

Depuis 2020, le 8 Fablab impulse la *Fab Unit*, une micro usine pour produire localement des séries d'objets à partir de déchets et de matières premières disponibles sur le territoire.

Sa communauté d'usagers et de professionnels en innovation collaborative en fait un acteur clé de la transition numérique des territoires drômois et rhônalpin. La ville de Crest et trois communautés de communes en sont sociétaires. <https://fabunit.fr/>



### Passeurs de terres lauréats du prix de l'ESS une coopérative régionale de foncier agricole

Passeurs de terre considère que la terre est, comme l'air et l'eau, un bien commun inaliénable, un moyen de travail confié aux paysan-ne-s. Ce qui est transmis n'est pas la propriété mais le droit de cultiver. Les paysan-ne-s, ainsi que les citoyen-ne-s mobilisés pour l'accès à la terre se considèrent non comme des propriétaires mais comme des passeurs de terres.

Cette coopérative, co-fondée notamment par Terre de liens et le CIVAM (Centre d'initiative pour valoriser l'agriculture et le milieu rural des pays de Loire), se veut un moyen d'acquisition collective et de gestion collaborative (différences coopératif/collaboratif, voir définitions de Wikipédia) du foncier agricole dont l'action repose sur :

- une gestion du patrimoine commun naturel respectueuse des générations futures
- la distinction entre droit d'usage et droit de propriété pour garantir l'autonomie du paysan et établir un rapport équilibré avec les détenteurs des biens
- des formes de gouvernances ouvertes, transparentes et responsables, impliquant les fermiers, les citoyens mobilisés autour des projets, des producteurs et des consommateurs, des contributeurs des villes et des campagnes.

### Communistes : comment agir dans les territoires

Notre commission nationale a proposé aux participants de l'université d'été du PCF, un atelier **Agir avec les acteurs de l'Économie sociale et solidaire et la société civile**.

Une manière innovante de traduire les propositions en actions et de faire de la politique autrement, avec les citoyens, la « société civile », le « mouvement social », les élus territoriaux, et de répondre peut-être aux attentes de nos concitoyens réfugiés dans l'absentéisme.

Sur deux thèmes : produire, consommer échanger autrement et droit de préemption des salariés en cas de vente de leur entreprise pour créer une Scop, les participants ont travaillé par petits groupes à élaborer un projet à partager avec l'ensemble des participants, et au-delà avec leurs organisations communistes locales. Ils ont été aidés par des fiches outils et actions. Cela a donné lieu à de multiples débats : du communisme était-il présent dans les projets élaborés ?

Voir les règles du jeu et les outils sur notre site <https://ess-pcf.fr/qui-sommes-nous/>



## Nous avons lu

### Numéro spécial ESS de l'Humanité dimanche

Des exemples intéressants, des chiffres, la réflexion de Jérôme Saddier président d'ESS France...  
Dommage que ce supplément n'aborde pas les reprises d'entreprises par les salariés.

## Nous sommes allés

### À Strasbourg

Université d'été (voir article en page 2-3)

### En Alsace

Visite de deux villages « en transition » avec les JNE, journalistes et écrivains de la nature. Ungersheim et Muttersholtz, deux communes alsaciennes en transition travaillent pour le futur !  
Comment des communes combinent démocratie, sobriété et production d'énergie, rénovation des logements, défense de la biodiversité, productions potagères municipales, convivialité...



## Nous avons vu

### Reprise en main



Le dernier film de Gilles Perret, une soirée organisée par les communistes du 13e arrondissement, au ciné UGC Gobelins.

Pour empêcher la vente d'une entreprise à un fond de pension, 3 sympathiques savoyards, un technicien de l'entreprise et ses deux copains, retournent à leur avantage, avec l'aide de la secrétaire de direction, un outil financier, le LBO, cher aux patrons voyous et prédateurs. Ils vont réussir ce rachat improbable moyennant un peu de chantage sur une millionnaire fraudeuse du fisc. Mais cette « reprise » se fait entre quelles mains ? Pas celles de l'ensemble des salariés non impliqués. Les trois nouveaux actionnaires pourront-ils maintenir l'échelle des salaires de 1 à 3 ? Réinvestir les bénéfices dans l'entreprise ? Réussiront-ils même à conserver l'entreprise dans la vallée ?

Rien ne le garantit, car leur montage les maintient prisonniers du mode de gestion capitaliste et financier. Il manque le statut de scop avec la gestion démocratique de l'entreprise. La dernière scène les montre obligés de participer aux enchères qui font baisser les prix de vente des pièces fabriquées dans l'usine !!

Allez voir le film ! Il est bien fait, bien joué et explique très bien les mécanismes prédateurs des fonds de pension. Mais en sortant, signez la pétition pour le droit de préemption des salariés pour le rachat de leur entreprise sous forme de coopérative, et l'utilisation de 10 % de l'épargne salariale (autour de 15 milliards d'euro) pour financer ces reprises en main, et participez au collectif pour ce droit. 0

## Sur notre site

Un exemple de Scic territoriale : fruit d'un travail collaboratif et collectif, *Terres de Sources* a pour objectif de rassembler les citoyens et acteurs de la production alimentaire autour d'un objectif commun de préservation de l'environnement, de reconquête de la qualité de l'eau, de l'air et de la transition des modèles agricoles.

Fédérations, sections, militantes et militants, et vous tous qui vous intéressez à l'Économie sociale et solidaire, la commission ESS est à votre écoute. Nous avons besoin de vos expériences, de connaître vos initiatives. Nous sommes à votre disposition pour répondre à vos demandes, et recueillir vos suggestions sur l'ESS. [contact@ess.pcf.fr](mailto:contact@ess.pcf.fr)

